

Communiqué de presse

Berne, 25 septembre 2020

Le plan directeur est destiné à ouvrir des perspectives pour l'hôtellerie urbaine

Une intervention lors de la session d'automne demande au Conseil fédéral qu'il établisse un plan directeur pour l'hôtellerie urbaine en crise.

Au cours de la pandémie du coronavirus, le tourisme urbain en particulier a été confronté à d'importants défis. C'est pourquoi HotellerieSuisse a demandé en juillet déjà que des mesures supplémentaires soient prises pour assurer son avenir. Un postulat déposé par la Conseillère nationale Simone de Montmollin (PLR/GE) demande maintenant que le Conseil fédéral présente un plan directeur permettant d'améliorer les conditions-cadres des MICE (réunions, congrès, expositions, foires) et des grandes manifestations. HotellerieSuisse, GastroSuisse et Expo Event saluent cette procédure.

Le plan directeur doit prévoir des grands axes permettant de développer le site économique suisse afin que les MICE et les grandes manifestations puissent à l'avenir assurer leur subsistance dans le contexte international et qu'un avantage concurrentiel soit créé. «Ceci est urgent pour que le tourisme urbain – fortement touché par la crise du coronavirus – puisse rester attrayant», insiste Andreas Züllig, président d'HotellerieSuisse.

Le Conseil fédéral est appelé à agir sans délai

L'intervention de la Conseillère nationale de Montmollin demande que le Conseil fédéral présente les premiers grands axes dans le rapport du SECO sur la mise en œuvre de la stratégie touristique en 2021. Des mesures concrètes devront suivre au plus tard d'ici au Message sur la promotion économique pour les années 2023 à 2027. Le Conseil fédéral avait, dans le cadre de sa stratégie touristique 2017, reconnu l'importance des grandes manifestations – par exemple les tournois de sport internationaux – et annoncé qu'il épaulerait mieux de telles manifestations et qu'il réduirait les obstacles administratifs. «Cela doit arriver maintenant afin que la Suisse puisse continuer de profiter de la création de valeur et de l'effet de renforcement d'image des nombreuses manifestations sportives et culturelles de renommée mondiale», précise Casimir Platzer, président de GastroSuisse. À ce jour, le Conseil fédéral n'a cependant pas encore engagé de mesures concrètes. Le postulat doit désormais faire avancer les choses.

Alléger les conditions-cadres

L'organisation de manifestations en Suisse se heurte à d'importants obstacles administratifs à différents niveaux. La situation est souvent confuse, surtout pour les organisateurs étrangers, notamment en raison des structures fédéralistes de la Suisse. Ainsi par exemple, l'enregistrement de personnes ou le remboursement de la TVA entraînent une lourde bureaucratie dans ce pays. Un autre exemple est l'importation temporaire de marchandises. Tandis que l'UE est exempte de procédures de dédouanement, les salons internationaux doivent en Suisse faire face à des complications douanières (p. ex. le Salon international de l'auto de Genève ou Art Basel). «Les coûts sont ainsi supérieurs à ceux à l'étranger. C'est pourquoi nous demandons une suppression des barrières douanières et des obstacles administratifs», explique Christoph Kamber, membre du conseil d'administration de l'Expo Event.

Maintenir une structure d'offres attrayante

En tant que petit pays à l'infrastructure bien développée, la Suisse occupe une position stratégique avantageuse en matière de concurrence internationale. Il est malgré tout nécessaire d'examiner la manière dont l'infrastructure devra être adaptée à l'avenir, car des tendances durables telles que la numérisation auront un impact significatif sur les sites événementiels (réseau 5G, liaisons ferroviaires directes, infrastructure numérique sur place, etc.).

Importance des grandes manifestations pour les villes

Les MICE et les grandes manifestations constituent pour les zones urbaines un élément essentiel de leur attractivité touristique. Traditionnellement, la Suisse est un lieu d'accueil idéal pour les salons, les événements, les manifestations d'organisations internationales et les congrès. L'avantage pour l'économie nationale se chiffre entre 5 et 6 milliards de francs par année, et environ 50 000 postes de travail dépendent des MICE et des grandes manifestations, toutes branches confondues.